

LE FIGARO • fr Un recruteur d'al-Qaida au Maroc arrêté à Paris

Par TRISTAN VEY

Le responsable présumé d'un réseau de recrutement marocain lié à al-Qaida a été arrêté vendredi dernier à Paris. Les autorités marocaines le recherchaient activement depuis le démantèlement du réseau islamiste à la mi-avril.

Ahmed Sahnouni, un Français d'origine marocaine, pourrait avoir dirigé depuis la France un réseau de 24 islamistes lié à al-Qaida et démantelé par la police marocaine à la mi-avril. Activement recherché par les autorités marocaines depuis, l'homme a été arrêté vendredi par les enquêteurs de la Direction centrale du renseignement intérieur et mis en examen hier soir, après quatre jours de garde à vue, rapporte *Le Parisien* dans son édition de jeudi.

Maître Marie Dosé, avocate du prévenu, a confirmé au FIGARO.FR cette arrestation pour « *association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme durant 2007, 2008, 2009 et 2010 à Paris, au Maroc, en Iran et en Afghanistan.* » L'avocate dit toutefois ne pas avoir encore rencontré son client.

Recrutement de « combattants volontaires »

D'après les informations du *Parisien*, la brigade antiterroriste de Paris enquêtait sur l'homme depuis novembre 2009. Ahmed Sahnouni aurait été chargé de recruter sur internet des « *combattants volontaires* » désirant rejoindre les rangs d'al-Qaida en Afghanistan, en Somalie et en Irak. En perquisitionnant le domicile de Sahnouni, les policiers auraient découvert des photos d'homme armés, des documents vidéos présentant des jihadistes se revendiquant de la République islamiste d'Afghanistan, et des documents bancaires compromettants. Un message adressé un haut responsable d'al-Qaida en Iran aurait également été retrouvé dans son téléphone.

Ahmed Sahnouni aurait toutefois fermement démenti toute implication, rapporte encore le quotidien. Il aurait admis avoir eu des liens jusqu'en 2001 avec al-Qaida mais se serait éloigné de l'organisation islamiste après les attentats du 11 septembre, rejetant le terrorisme de masse. Il reconnaît avoir effectué des voyages au Moyen-Orient, notamment en 2009, mais assure que ces derniers n'étaient motivés que par des « *raisons religieuses.* » L'information judiciaire suit son cours.